

---

Mais cet accroissement spectaculaire du commerce et de l'investissement s'est accompagné de l'interdépendance. Et l'interdépendance a entraîné la vulnérabilité des économies nationales et du système économique global.

Certes, le commerce mondial n'est pas près de retrouver le taux de croissance rapide des vingt dernières années tant que la reprise progressera à des rythmes différents dans les pays industrialisés et que les pays en développement resteront lourdement endettés. Mais tous les pays ont besoin du commerce et sont en quête d'investissements. Les nations industrialisées en ont besoin pour faciliter leur ajustement structurel et créer de nouveaux emplois. Les pays en développement en ont besoin pour assurer le service de leur dette par le biais de la croissance. La concurrence pour les marchés sera encore plus vive — plus impitoyable même — que tout ce que nous avons vu jusqu'à maintenant.

La stabilité économique internationale semble parfois par trop précaire. Les possibilités de fluctuations subites et importantes des taux de change ou d'intérêt et les risques de nouvelles perturbations protectionnistes menacent les échanges tandis que les faillites d'ampleur nationale et le manque de crédits pèsent sur le système financier international.

Voilà qui représente un équilibre précaire. Et la donne internationale renferme un dangereux joker — le protectionnisme — grande inconnue qui peut faire pièce à la croissance et à la reprise.

Les gouvernements de tous les pays industrialisés ont été soumis à de fortes pressions protectionnistes dans le sillage de la dernière récession. Ils ont presque tous jugé nécessaire, pour une raison ou une autre, de fournir une partie de la protection demandée. Et il ne s'agit pas non plus de la vieille forme de protection tarifaire, qui avait au moins l'avantage d'avoir des effets visibles et prévisibles.

Le nouveau protectionnisme est bien moins évident, plus perfide et beaucoup plus difficile à contrer pour l'exportateur qui agit seul. Il est appliqué par le biais de diverses mesures non tarifaires prises à la frontière : ententes d'autolimitation des exportations, arrangements de commercialisation ordonnée, modification des normes techniques... Outre ces barrières, on recourt souvent à des mesures industrielles et sectorielles — d'imposition, d'octroi de subventions, de réglementation et d'achat — qui, appliquées pour toutes sortes de raisons de politique intérieure, n'en ont pas moins un effet protectionniste. Tout ceci mine sérieusement le système commercial multilatéral ouvert qui a été si soigneusement édifié au cours des quarante dernières années et dont vous avez besoin pour conserver un accès à vos marchés d'exportation.

Aux sommets économiques de Williamsburg et de Londres, les gouvernements des grands pays industrialisés ont demandé le renversement de cette tendance. Mais la réponse tarde. On estime maintenant que quelque 44 % de l'ensemble du commerce des membres de l'OCDE — du commerce des produits agricoles y compris — sont assujettis à une forme quelconque de restrictions non tarifaires, et que cela pourrait aller jusqu'à 20 % dans le cas du commerce des articles manufacturés. Avec toutes ces pressions qui s'accumulent, on peut, à juste titre, se demander si notre système commercial est encore véritablement ouvert.